

Adelman, Jonathan R. (Ed.) *Terror and Communist Politics : The Role of the Secret Police in Communist States*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « A Westview Special Study », 1984, 304 p.

Paul Pilisi

Volume 16, numéro 2, 1985

Les multinationales et l'État

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701848ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701848ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pilisi, P. (1985). Compte rendu de [Adelman, Jonathan R. (Ed.) *Terror and Communist Politics : The Role of the Secret Police in Communist States*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « A Westview Special Study », 1984, 304 p.] *Études internationales*, 16(2), 419–421. <https://doi.org/10.7202/701848ar>

Le manque de conclusion dû, sans doute, à l'analyse trop brève (trente pages à peine), quoique bien menée, est à regretter. Le volume devient en conséquence plus une banque de données sur les cents premiers groupes agro-industriels mondiaux qu'un effort d'interprétation systématique de ces mêmes données. L'existence de ces statistiques est cependant remarquable en soi. À d'autres chercheurs de les exploiter plus à fond.

Georges M. HENAUT

*Institut de développement international
et de coopération, Université d'Ottawa*

THÉORIES, IDÉOLOGIES ET PROBLÈMES INTERNATIONAUX

ADELMAN, Jonathan R. (Ed.) *Terror and Communist Politics: The Role of the Secret Police in Communist States*. Boulder (Col.), Westview Press, Coll. « A Westview Special Study », 1984, 304 p.

Sous ce titre sont rassemblés les études relatives à la nature, fonctions et rôles des polices secrètes respectives des pays communistes. Quel était et quel est leur rôle dans la politique intérieure et extérieure de ces États ? Malheureusement le lecteur n'y trouvera pas des articles exhaustifs sur leur rôle dans la politique étrangère des États concernés. L'ensemble de ces études est considéré par l'éditeur comme une tentative de combler les lacunes pouvant exister dans ce domaine.

Dans l'introduction, l'éditeur, J.R. Adelman retrace sommairement les données de la littérature de langue anglaise, plus précisément américaine, sur le sujet. Le deuxième chapitre est consacré à la « terreur dans les régimes communistes ». Les chapitres suivants analysent la structure, la nature et les méthodes de fonctionnement de la police secrète dans les pays suivants : Pologne, URSS, Roumanie, Tchécoslovaquie et Hongrie. Les deux derniers chapitres traitent le cas du Cambodge et de la République populaire de Chine. Ce dernier se veut une analyse comparative des valeurs de la civilisation chinoise et occi-

dentale plutôt qu'une étude sur la police secrète chinoise.

Dans les pays communistes, les rapports entre les « patrons » de la police secrète et le parti-gouvernement sont plus « qu'intimes ». La police secrète représente un groupe d'intérêt fermé, homogène, disposant d'informations sur n'importe qui. Dans la plupart de ces pays, les dirigeants de la police secrète accédaient aux postes les plus importants des appareils étatiques et du parti. (Stanislaw Kania en Pologne, Erich Honecker en RDA, Peter Gabor en Hongrie, Alexandr Ranković en Yougoslavie, Berija et Andropov en URSS et Hua Guofeng en Chine). Les cadres de la police secrète, tout en faisant partie de la « nomenklatura », sont à la disposition du parti pour faire exécuter la volonté de celui-ci. D'après S. Bialer, *Stalin's Successors*, Cambridge University Press, 1980, p. 8, suite à la mort de Staline, « ses hauts fonctionnaires (du KGB) ont été élu au parlement soviétique et, dans les faits, ils constituaient le deuxième groupe homogène des députés en importance ».

Dans sa réflexion sommaire, A. Dallin donne une esquisse du cadre conceptuel et historique de la terreur des régimes communistes. Les facteurs internes, tels que la culture politique, la personnalité du leader comme le « brutalisme traditionnel russe » sont en interaction directe avec les facteurs externes quant à l'intensité de la terreur. On peut ajouter à ces facteurs des considérations d'ordre psychologiques (Cf. Staline, Kirov, Yagoda, Beria) et aussi l'importance de la composition ethnique de la police secrète ou la quasi absence des cadres juridiques concernant la responsabilité civile de leurs actions.

Durant la guerre froide, la police secrète des pays en question est pratiquement devenue le fournisseur principal d'une main-d'oeuvre gratuite pour les mines et entreprises étatiques. Dans cette perspective, la terreur avait accomplie une fonction économique bien précise : privés de l'aide technologique occidentale, les pays communistes ont réalisé leurs plans respectifs par les victimes de la terreur. Cette terreur touchait, en moyenne, plus de 10% de la population active et tout particulièrement la paysannerie. Le manque des crédits

occidentaux exigeait un travail non rémunéré. La lutte des classes à la campagne coïncide avec le processus d'industrialisation forcé des démocraties populaires, suivant le modèle soviétique. À l'exception de l'étude de J.R. Adelman, les autres contributions n'analysent pas les causes-effets socio-économiques de la terreur.

Le lendemain de la Révolution d'octobre, le rôle principal de la police secrète soviétique consistait avant tout dans la liquidation des opposants et à assurer la conservation du pouvoir bolchévique. Dans la réalisation de ces objectifs, la Tcheka et son fondateur, F. Dzerjinski, « chevalier du prolétariat », disposaient d'une liberté d'action quasi totale.

Dans les pays de l'Est, l'avènement du socialisme n'était pas lié aux mouvements de masses, mais à la présence de l'Armée rouge. Étant donné que durant la période de l'après guerre, les partis communistes, à l'exception de ceux de la Yougoslavie et de la Tchécoslovaquie, n'étaient que des forces politiques marginales, le rôle de la police secrète est devenue primordiale. Au sein des gouvernements provisoires de 1944-1945 et, plus tard, le porte-feuille du ministère de l'intérieur revenait toujours à un communiste. Le rôle de la police ordinaire et celui de la police secrète a été intégré dans le processus progressif de la prise du pouvoir par les partis communistes. Le succès de coup de Prague et la prise totale du pouvoir par les partis communistes est-européens ont été garantis par l'Armée rouge et par les forces policières locales. La police secrète des pays de l'Est par la suite, suivant le modèle soviétique, devait assurer par la terreur, les conditions pour la réalisation des objectifs socio-économiques des partis-gouvernements respectifs.

Suite à la condamnation des efforts unionistes est-européens, dirigés par Tito et Dimitrov, par l'Union soviétique en janvier 1948, le ministre hongrois de l'intérieur, L. Rajk sera destitué. Vétéran de la guerre civile d'Espagne, Rajk était le rare leader communiste hongrois à n'être pas arrivé au pays avec l'Armée rouge. Désigné comme « communiste nationaliste », il a entretenu des relations avec les mouvements de la résistance.

Après l'éclatement du conflit soviéto-yougoslave en avril 1948, les démocraties populaires suivent l'attitude soviétique. Cet alignement unanime a été assuré par la police secrète dont celle-ci procédait à l'élimination des communistes favorables à l'idée d'une confédération danubienne ou balkanique. Précisons que ces leaders communistes avaient envisagé l'établissement d'une telle confédération sans la participation formelle de l'URSS. Le « procès Rajk » de 1949 ouvre la voie à la condamnation des communistes reproduisant les grands procès soviétiques des années 1930. Il est un fait historique que Rajk devait apprendre par coeur pour le procès le « scénario » rédigé par les « spécialistes » de la police secrète.

Le procès Slansky suivra le même scénario. L'étude de Condoleezza Rice sur la police secrète tchécoslovaque n'est pas sans confusion quant aux rapports entre Tchèques et Slovaques. Certes, les Tchèques avaient monopolisé, entre les deux guerres et ultérieurement, la diplomatie, l'armée et les appareils étatiques. Cependant on ne peut pas parler d'une « minorité slovaque » (cf. p. 164) mais plutôt d'une minorité hongroise opprimée en tant que minorité par la police secrète tchécoslovaque. Dans ce domaine, les connaissances historiques de l'auteur laissent à désirer.

F. Vali, dans son essai concernant le cas de la Hongrie, résume le rôle et les objectifs de la terreur durant la période de l'après guerre: « In 1947-1948 the terrorism was employed to support the Communist Party's struggle for power; it was, together with overtly Soviet intervention, the most effective instrument for achieving the required result » (p. 180).

L'article de K. Quinn, concernant la police secrète cambodgienne de Pol Pot, évoque les rapports étroits existants entre la Chine et le Cambodge à l'époque de Mao-Zedong. Les fondements idéologiques des « purges », voire de la tragédie cambodgienne, ont été liés aux expériences de la révolution culturelle chinoise. Dans sa déclaration de 1977 à Pékin, Pol Pot confirmait l'alignement de son pays sur la « pensée de Mao »: « We also learned from the experiences of the world revolution and in

particular *Comrade Mao Tse-toung's Works and the Experience of the Chinese revolution played an important role at that time* » (p. 197).

Les témoignages macabres et abondants illustrent la période sinistre quand l'exécution des paysans paisibles est devenue la norme pour garantir le succès de la révolution.

« He said the victims had been led to a dike, their arms tied to their sides and pounded to death with big sticks in groups of 10 by a small group of soldiers. Some of the small children, he said, had been thrown into the air and impaled on bayonets; others were held by their feet and swung to the ground until dead » (p. 221).

M.Y. Shen publie une partie de sa thèse doctorale sous le titre: « Vers la création d'un ordre social juste: politiques et éducation dans la République Populaire de Chine ». Il se réfère à la « survivance d'éléments oppressifs et autoritaires de la Chine traditionnelle » (p. 236). L'auteur compare les conceptions orientales et occidentales de la « nature humaine » et de l'évolution de celle-ci. Il s'agit d'une réflexion philosophique et historique utile pour mieux comprendre ensuite les « critères » de normalité des civilisations différentes. L'étude de M.Y. Shen ne concerne pas la police secrète chinoise, mais confronte et compare la littérature occidentale (essentiellement américaine) avec la culture politique chinoise.

En conclusion, il s'agit d'un ouvrage collectif répétant assez souvent des faits connus. Ce pendant cette collection d'études sera utile pour tous ceux qui s'intéressent aux études politiques comparées des pays communistes.

Paul PILISI

Département des Sciences humaines
Université du Québec à Chicoutimi.

CHOUCRI, Nazli (Ed.) *Multidisciplinary Perspectives on Population and Conflict*. Syracuse (N.Y.), Syracuse University Press, 1984, 235 p.

Cet ouvrage rassemble les communications données lors d'une conférence sur la

population et les conflits au Massachussetts Institute of Technology sous l'égide du Dr. R.M. Solas, directeur exécutif du Fonds pour les Activités sur la Population des Nations Unies. Toutes les communications sélectionnées proviennent de professeurs américains des départements de science politique, économie, sociologie et anthropologie des universités du Nord-Est des États-Unis à l'exception des professeurs O.R. Galle du Texas et R.C. Nord de Californie.

Ces différentes contributions au présent ouvrage fournissent des informations substantielles sur les sources des conflits et des analyses sur les facteurs qui peuvent expliquer la violence entre les individus, les groupes, les régions, et les pays. Chaque chapitre présente les orientations théoriques de chacune des disciplines retenues et les résultats empiriques que l'on peut dégager des différentes études traitant de ce sujet.

L'ouvrage comporte huit chapitres, le premier écrit par N. Choucri du MIT fournit une vue générale du sujet. Selon l'auteur, il existe encore une dichotomie entre les spécialistes qui réduisent les problèmes de population aux questions de fécondité et de mortalité, et ceux, qui considèrent ces problèmes à l'intérieur de modèles économiques et sociaux globaux. À l'intérieur de ces deux groupes peu de chercheurs s'intéressent aux conséquences politiques des facteurs de population et à leur impact possible sur les comportements conflictuels. Plus important, décideurs et milieux académiques ne seraient pas conscients des liens étroits entre la population et la sécurité. Reprenant les idées de Malthus, de Marx et les conceptions plus modernes mises en avant par les sciences sociales. Choucri note que la population seule n'explique pas tout, d'autres facteurs interviennent entre la population et les politiques/conflits. C'est la combinaison de la population à d'autres facteurs qui expliquerait l'origine des conflits. S'appuyant sur ces récents ouvrages *Population dynamics and International Violence* (1974) et *Nations in Conflict* (coédité avec R.C. North, 1975) l'auteur construit une typologie des conflits violents et non-violents qu'il confronte aux statistiques nationales depuis